



Centre arabe de recherches et d'études politiques, (ACRPS, Doha)

Opinion publique arabe sur la guerre d'Israël contre Gaza :

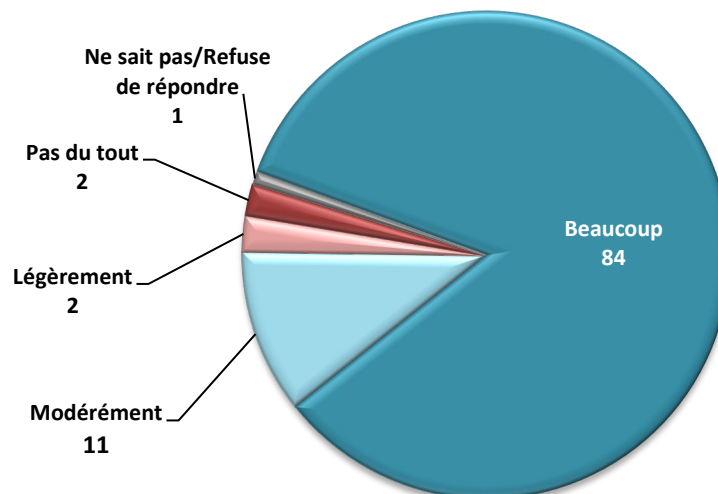
Résultats de l'enquête réalisée en janvier 2024

L'opinion publique arabe sur la guerre israélienne à Gaza

Le Centre arabe de recherches et d'études politiques (Arab Center for Research and Policy Studies, basé à Doha) a dévoilé les résultats d'une enquête d'opinion portant sur la guerre israélienne à Gaza le mercredi 10 janvier 2024. Cette enquête a été menée auprès d'un échantillon de 8 000 individus, hommes et femmes, répartis dans 16 pays arabes. Les questions de l'enquête ont été soigneusement sélectionnées pour sonder les opinions des citoyens de la région arabe au sujet de cette guerre.

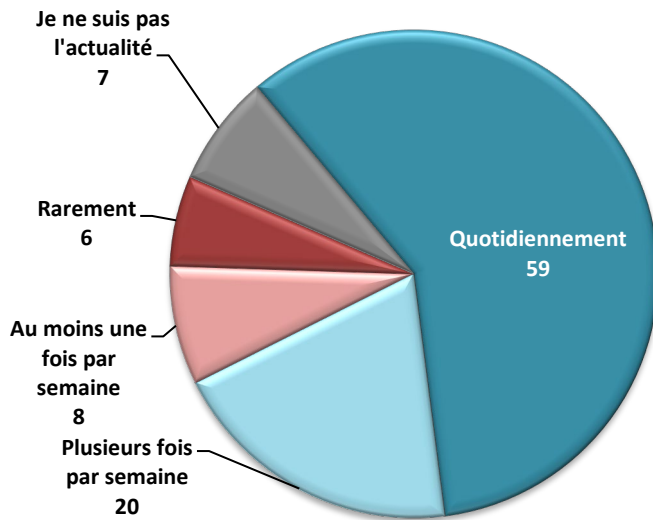
Les résultats de l'enquête révèlent que les citoyens arabes perçoivent cette guerre comme une question qui les touche directement. En effet, 97 % des personnes interrogées ont affirmé ressentir une pression psychologique, à divers degrés, en raison du conflit à Gaza. Parmi elles, 84 % déclarent éprouver un niveau élevé de stress psychologique.

Fig. 1 Ampleur du stress psychologique ressenti pendant la guerre à Gaza



Environ 80 % des personnes interrogées ont déclaré suivre régulièrement l'actualité de la guerre, contre 7 % qui affirment ne pas la suivre. Pour accéder aux informations, 54 % des personnes interrogées utilisent la télévision, contre 43 % qui se servent d'Internet.

Fig. 2 Suivi de l'actualité de la guerre de Gaza



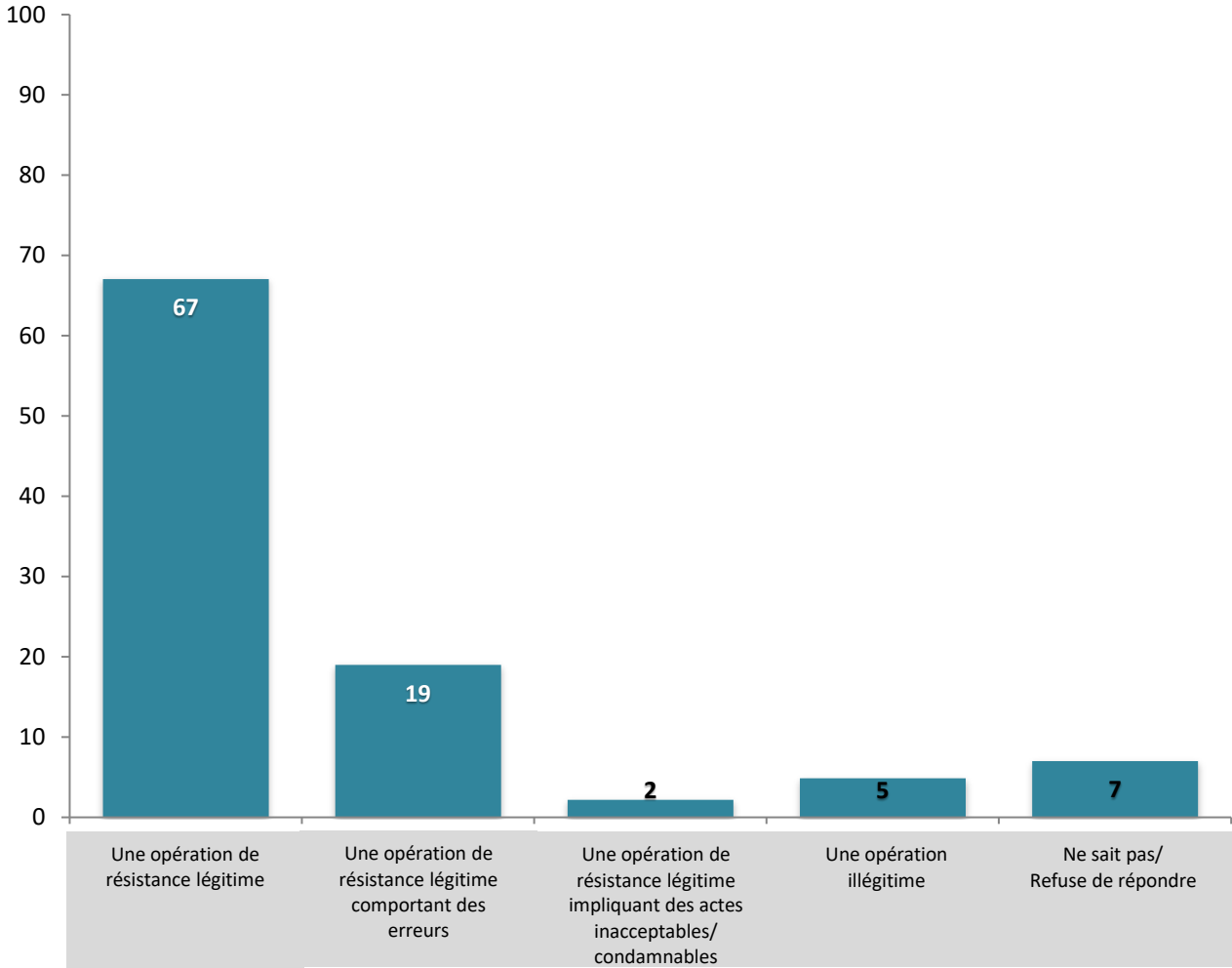
Les résultats ont révélé que l'opinion publique arabe n'est pas convaincue que l'opération militaire menée par le Hamas le 7 octobre 2023 était pilotée depuis l'étranger. En effet, 35 % des personnes interrogées estiment que la principale raison de cette opération était la poursuite de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, tandis que 24 % la considèrent principalement comme une mesure de défense face aux attaques israéliennes visant la mosquée Al-Aqsa. De plus, 8 % y voient principalement une réponse au siège imposé à la bande de Gaza.

Fig. 3 Les principales motivations du Hamas derrière l'opération militaire du 7 octobre 2023

	Mesure la plus importante	Deuxième mesure la plus importante
La poursuite de l'occupation israélienne des territoires palestiniens	35	13
La défense de la mosquée al-Aqsa contre les attaques	24	21
Le maintien du blocus de Gaza	8	12
La poursuite et l'expansion des colonies sur les terres palestiniennes	6	8
La libération des détenus et prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes	6	13
Le refus d'Israël d'établir un État palestinien	4	5
L'échec des États-Unis à parvenir à une paix juste	2	3
Le mépris de la communauté internationale pour les droits des Palestiniens et l'occupation en cours	4	5
La suspension du processus de normalisation entre les gouvernements arabes et Israël	2	3
La mise en œuvre du plan ou de l'agenda d'une puissance étrangère telle que l'Iran	2	2
Autre	2	1
Ne sait pas/Refuse de répondre	5	0
Pas de seconde option	0	14
Total	100	100

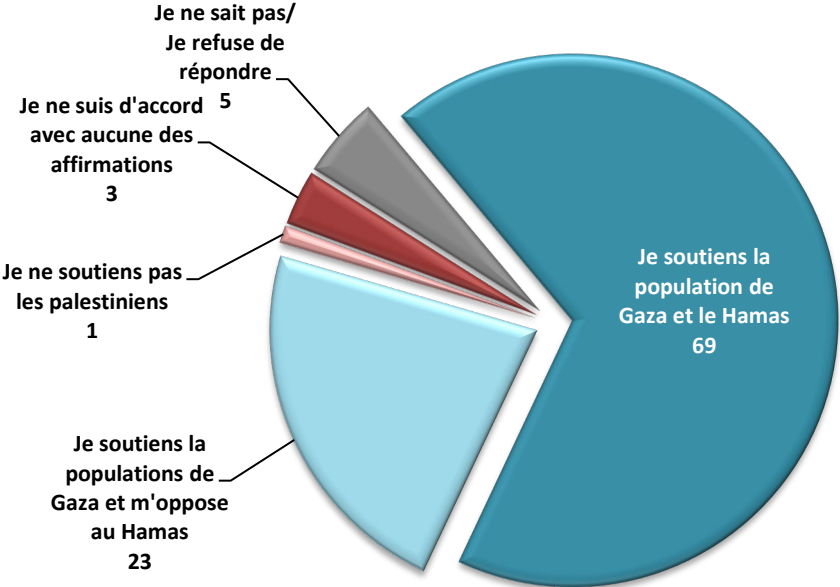
Quant au débat sur la légitimité de l'attaque du Hamas ; 67 % de l'opinion publique arabe estime qu'il s'agit d'une « opération de résistance légitime », tandis que 19 % l'évaluent comme une « opération de résistance légitime entachée de quelques erreurs » et 5 % seulement la considèrent comme une « opération illégitime ».

Fig. 4 Évaluations de l'opération militaire du Hamas du 7 octobre 2023



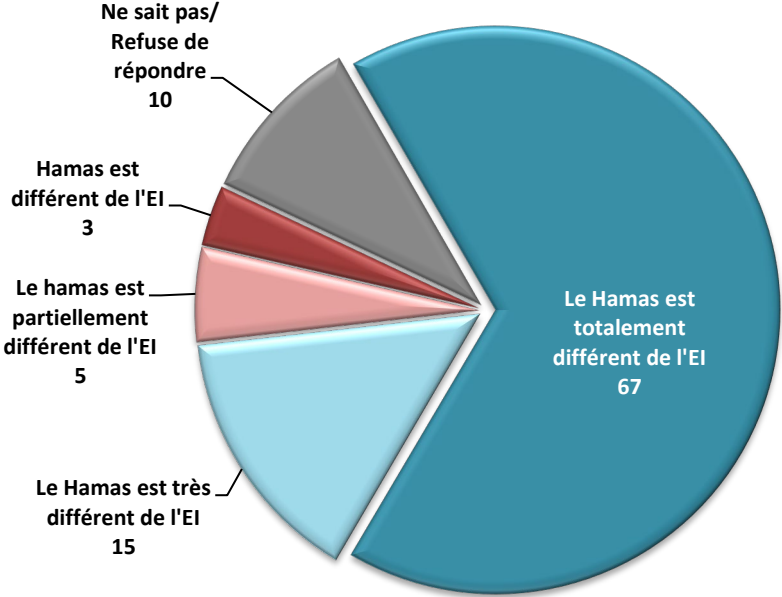
Les résultats ont montré qu'il existe un consensus au sein de la population de la région arabe, avec 92 % des citoyens exprimant leur solidarité envers le peuple palestinien de Gaza. Alors que 69 % des répondants ont exprimé leur solidarité envers les Palestiniens et leur soutien au Hamas, 23 % ont exprimé leur solidarité envers les Palestiniens tout en s'opposant au Hamas, et 1 % a exprimé un manque de solidarité envers les Palestiniens.

Fig. 5 Solidarité avec les Palestiniens et soutien du Hamas



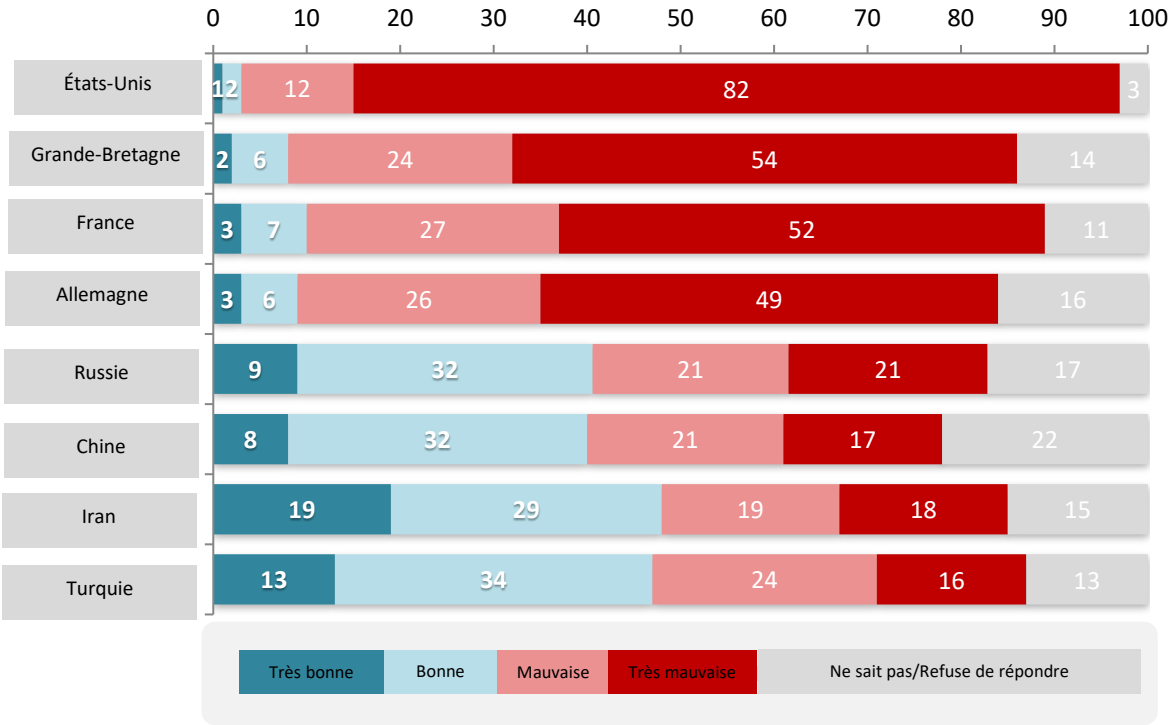
La majorité des personnes interrogées ont rejeté les comparaisons entre le Hamas et l'État islamique (EI), considérant qu'elles ont été produites principalement par des politiciens israéliens et occidentaux ainsi que des personnalités médiatiques.

Fig. 6 Comparaison entre le Hamas et l'État islamique



Quant à l'avis des sondés sur les réactions des pouvoirs régionaux et internationaux à la guerre d'Israël contre Gaza, 94 % d'entre eux ont exprimé une perception négative de la position des États-Unis, dont 82 % l'ont jugée comme étant très défavorable. Dans le même contexte, 79 %, 78 % et 75 % des personnes interrogées ont évalué de manière négative les positions de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Les opinions étaient partagées quant aux positions de l'Iran, de la Turquie, de la Russie et de la Chine. Respectivement, 48 %, 47 %, 41 % et 40 % les ont considérés de manière positive, tandis que 37 %, 40 %, 42 % et 38 % les ont jugé comme négatives.

Fig. 7 Évaluation des positions internationales et régionales



Dans le même contexte, 76 % des sondés ont indiqué que leur perception des États-Unis avait empiré à la suite de la guerre menée par Israël à Gaza, ce qui témoigne d'une perte de confiance du public arabe envers les États-Unis. De plus, un consensus presque absolu (81 %) s'est dégagé parmi les répondants, soulignant leur conviction que le gouvernement américain ne prend pas au sérieux la création d'un État palestinien dans les territoires occupés depuis 1967 (Cisjordanie, Jérusalem et Gaza). Environ 77 % des sondés ont désigné les États-Unis et Israël comme la principale menace pour la sécurité et la stabilité de la région. Parmi eux, 51 % considéraient les États-Unis comme la menace la plus importante, tandis que 26 % estimaient qu'Israël représentait la plus grande menace. En outre, 82 % des répondants ont rapporté que la couverture médiatique américaine de la guerre était biaisée en faveur d'Israël, seul 7 % la jugeant neutre.

Fig. 8 Comment l'opinion sur la politique des États-Unis dans la région arabe a-t-elle évolué depuis la guerre à Gaza ?

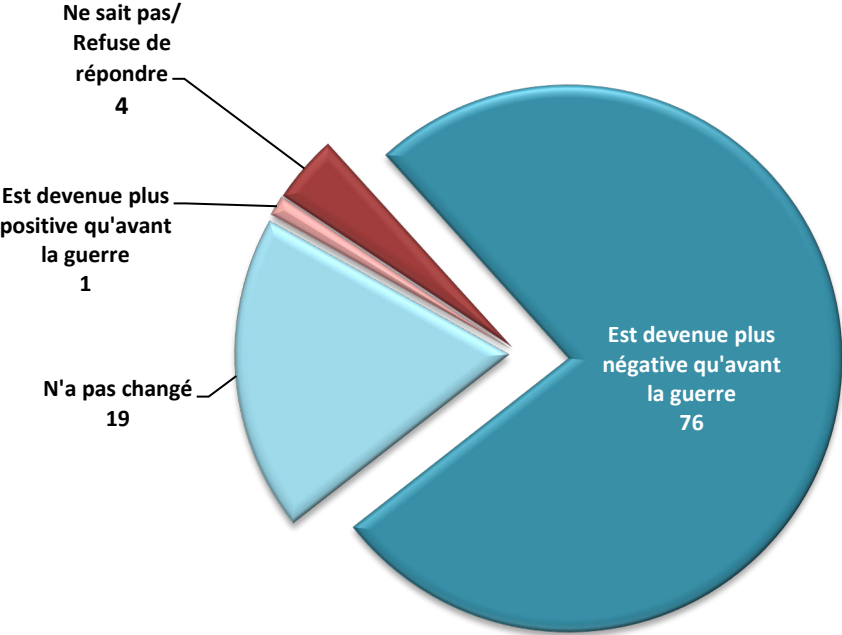


Fig. 9 Évaluation du sérieux des États-Unis dans l'établissement d'un État palestinien dans les territoires palestiniens occupés de 1967

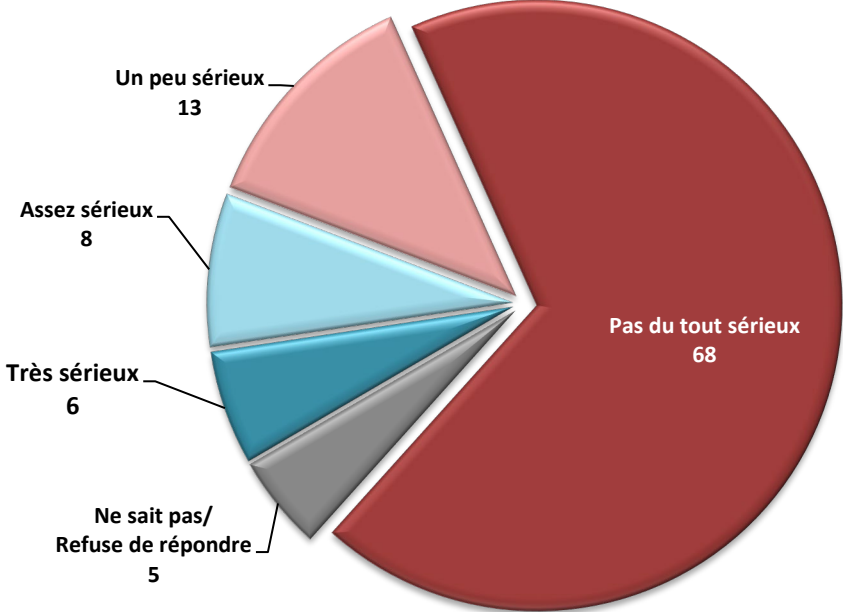
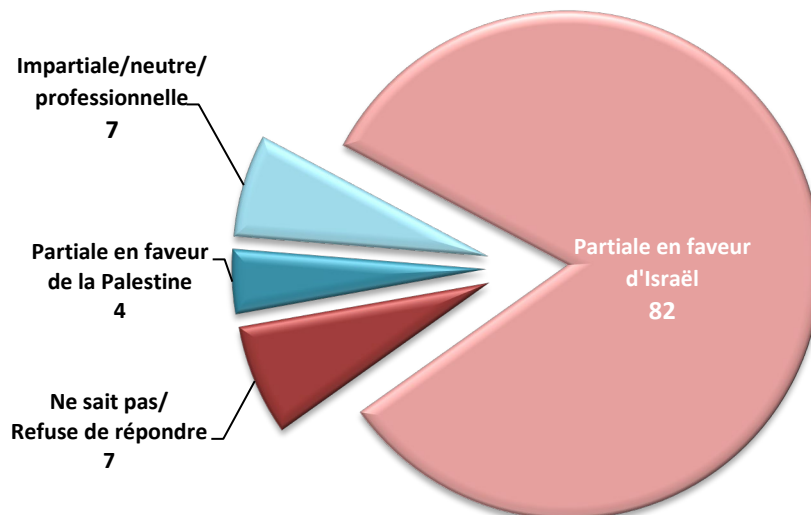


Fig. 10 Les plus grandes menaces pour la paix et la stabilité de la région

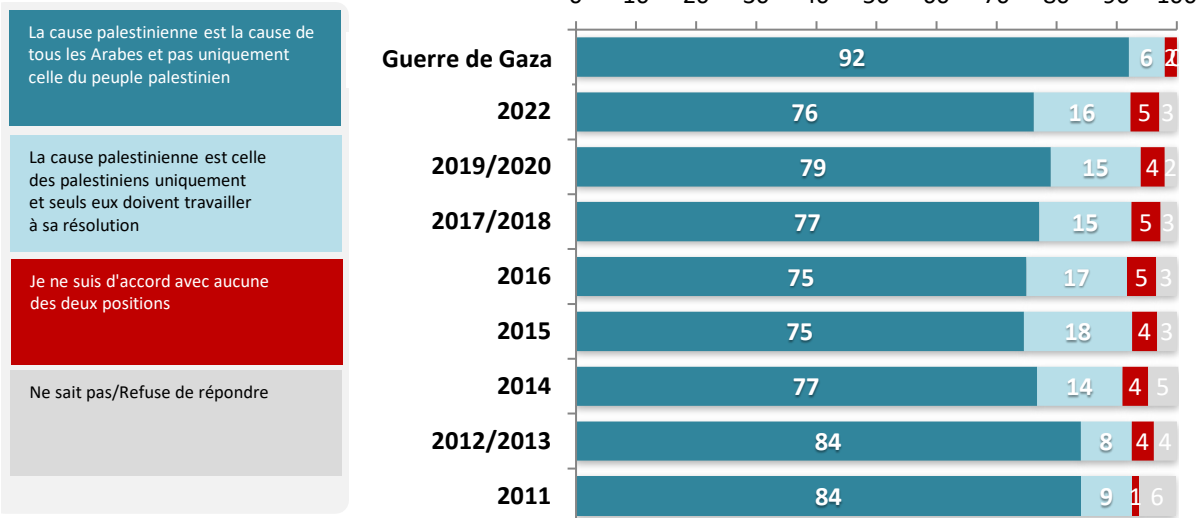
	La plus grande menace				Seconde plus grande menace			
	Guerre de Gaza	2022	2020	2018	Guerre de Gaza	2022	2020	2018
États-Unis	51	39	44	43	25	25	23	28
Israël	26	41	37	37	33	28	38	40
Iran	7	7	10	13	10	13	19	15
Russie	4	6	2	3	8	8	4	7
France	2	2	2	1	10	5	3	1
Turquie	2	2	2	1	3	2	5	2
Chine	1	2	1	0	2	2	2	0
Autre	1	--	--	--	2	--	--	--
Ne sait pas / Refuse de répondre	6	1	2	2	0	--	--	--
Pas de seconde option	0	--	--	--	7	17	6	7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Fig. 11 Évaluation de la couverture médiatique américaine de la guerre à Gaza



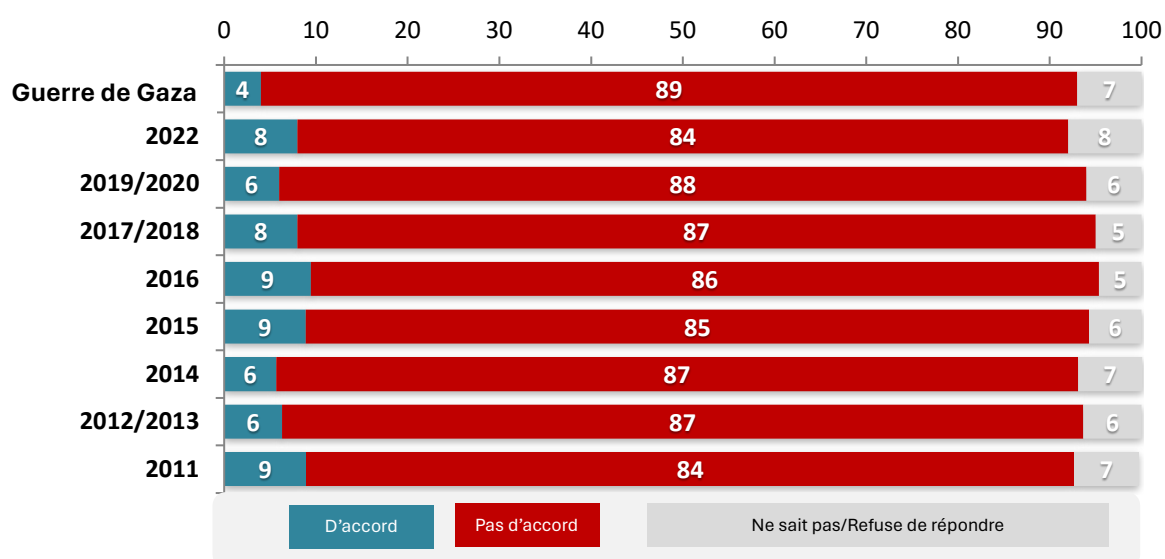
L'opinion publique arabe considère la « Cause palestinienne » comme une cause arabe, impliquant l'ensemble des Arabes et non seulement les Palestiniens. Un consensus de 92 % partage cette conviction, tandis que 6 % estiment que cette cause concerne exclusivement les Palestiniens, qui doivent être les seuls à travailler à la résoudre. Il est à noter que ce pourcentage de 92 % représente le niveau le plus élevé enregistré depuis le début des sondages en 2011, augmentant de 76 % à la fin de 2022 à 92 % cette année. Certaines nations ont connu des augmentations significatives de ce pourcentage. Par exemple, au Maroc, celui-ci est passé de 59 % en 2022 à 95 %, en Égypte de 75 % à 94 %, au Soudan de 68 % à 91 % et en Arabie saoudite de 69 % à 95 %. Cette augmentation statistiquement significative reflète un changement fondamental dans les opinions des citoyens de ces pays.

Fig. 12 La considération de la Cause Palestinienne comme une question arabe au fil du temps



L'opinion publique arabe se montre quasiment unanime dans son refus de reconnaître Israël, avec un taux de 89 % contre 84 % en 2022, tandis que seulement 4 % soutiennent cette reconnaissance. Il est particulièrement remarquable de noter l'augmentation du pourcentage de ceux qui ont rejeté la reconnaissance d'Israël en Arabie saoudite, passant de 38 % dans le sondage de 2022 à 68 % dans cette enquête. Une augmentation statistiquement significative est également observée dans d'autres pays, tels que le Maroc, où le pourcentage est passé de 67 % à 78 %, ainsi que le Soudan, où il est passé de 72 % à 81 %.

Fig. 13 Soutien/opposition à la reconnaissance d'Israël au fil du temps



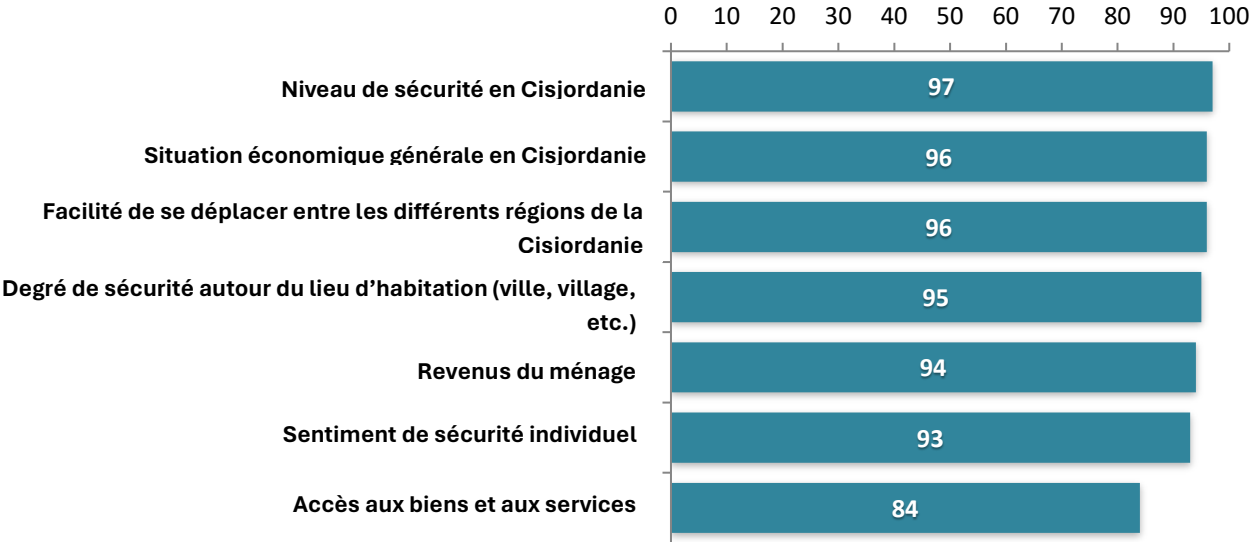
Lorsqu'on leur a demandé leur avis sur les mesures que les gouvernements arabes devraient prendre pour mettre fin à la guerre à Gaza, 36 % des personnes interrogées ont déclaré que les gouvernements arabes devraient suspendre toutes les relations ou les processus de normalisation avec Israël, tandis que 14 % d'entre elles ont affirmé que l'aide et le soutien devraient être acheminés à Gaza sans l'approbation d'Israël, et 11 % ont indiqué que les gouvernements arabes devraient utiliser le pétrole comme moyen de pression sur Israël et ses partisans.

Fig. 14 Mesures à prendre par les gouvernements arabes pour mettre fin à la guerre à Gaza

	Mesure la plus importante	Deuxième mesure la plus importante
Suspendre les relations ou la normalisation avec Israël	36	15
Fournir de l'aide à Gaza sans l'approbation d'Israël	14	16
Utiliser l'arme pétrolière pour exercer une pression sur Israël et ses partisans	11	13
Établir une alliance mondiale pour boycotter Israël	9	11
Fournir une aide militaire à Gaza	8	10
Annoncer la mobilisation militaire	5	6
Reconsidérer les relations avec les États-Unis	4	6
Reconsidérer les relations avec les États qui soutiennent la guerre d'Israël contre Gaza	3	5
Établir des alliances avec les États qui ont pris des mesures concrètes contre Israël	3	4
Autre	3	2
Ne sait pas/Refuse de répondre	4	0
Pas de seconde option	0	12
Total	100	100

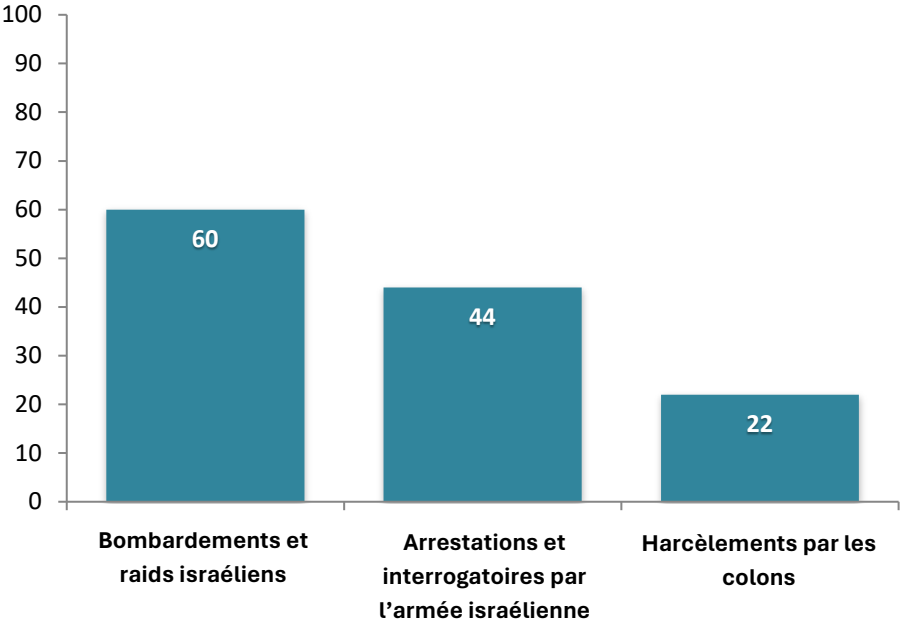
Il existe un consensus quasi-total parmi les réponses données par les Palestiniens de la Cisjordanie (y compris Jérusalem), d'environ 95 %, selon lequel la sécurité et la liberté de mouvement entre les régions et les villes de la Cisjordanie ont été sérieusement entravées, et leur sentiment d'insécurité personnelle a fortement augmenté depuis le 7 octobre 2023.

Fig. 15 Effets négatifs ressentis en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023



De plus, 60 % de la population palestinienne interrogée en Cisjordanie a déclaré avoir été soumise à des raids de la part des forces de l'armée d'occupation ou en avoir été témoin, tandis que 44 % ont affirmé avoir été arrêtés ou interrogés par l'armée israélienne, et 22 % ont signalé avoir été victimes de harcèlement de la part des colons.

Fig. 16 Fréquence des témoignages ou des rencontres d'incidents de raids, d'arrestations ou de harcèlement par des colons en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023



Cette enquête est la première à mesurer l'opinion publique sur ce sujet dans l'ensemble de la région arabe. Le travail sur le terrain s'est déroulé du 12 décembre 2023 au 5 janvier 2024 en Mauritanie, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye, en Égypte, au Soudan, au Yémen, à Oman, au Qatar, au Koweït, en Arabie saoudite, en Irak, en Jordanie, au Liban, en Cisjordanie et en Palestine (y compris Jérusalem). Les communautés interrogées représentent 95 % de la population de la région arabe, couvrant même ses régions les plus éloignées. L'échantillon dans chacune des communautés mentionnées était composé de 500 hommes et femmes, sélectionnés selon des méthodes d'échantillonnage en grappes et autopondérées, garantissant ainsi que chaque individu de chaque pays avait une probabilité égale d'être inclus dans l'échantillon.